

**Document provisoire
pour débattre avec tous les communistes de l'avenir
du Parti communiste français**

**Propositions :
Ce qui doit changer
au Parti communiste Français en 2007**

Par André Gerin

Nous sommes au mois de juin 2007, même si nous avons limité les dégâts aux élections législatives, il n'y a rien de conjoncturel dans le mauvais score de Marie-George Buffet, le 22 avril. Il est de même nature que le résultat calamiteux de Robert Hue, cinq ans et un jour plus tôt. Il s'inscrit dans une longue érosion du PCF depuis la fin des années 1960, érosion qui s'est accélérée depuis 1981.

Cette déperdition électorale du PCF est le résultat direct d'une dérive idéologique qui a consisté à mettre en porte à faux puis à négliger et même renier les principes fondateurs du communisme contemporain. La chute du communisme soviétique a pesé, c'est certain.

Pour les communistes, en regard de l'avenir de leur parti en tant que force politique, une question centrale se pose qui exige d'examiner, de revoir, de revisiter, peut-être même de remettre en question la démarche du programme commun de gouvernement dans les années 1960, avant, pendant et après. Nous devons intégrer à notre réflexion la pratique des classes dirigeantes durant les 30 dernières années. Les forces culturelles de la bourgeoisie ont acquis l'art non seulement de tirer pleinement profit de leurs victoires mais aussi de retourner leurs défaites à leur avantage.

Quand Giscard d'Estaing, à la fin des années 1970, envisageait, tout haut, la participation des socialistes au gouvernement – à condition que les communistes reculent de façon significative –, il pointait du doigt cette stratégie subtile qui consiste à exercer sa domination par le biais d'autrui. C'est bien ce que l'on a vécu en 1997, avec l'expérience de Lionel Jospin, quand Jacques Chirac, après la dissolution de l'Assemblée nationale, a laissé le Parti socialiste gérer la France pour le compte des classes dirigeantes.

Pour chaque phase de cette période historique, nous devons analyser l'attitude contradictoire – mais aboutissant toujours dans le même sens – du Parti communiste : la rupture de septembre 1977 sur l'actualisation du programme commun, l'échec des élections législatives de mars 1978 et dans le prolongement, la victoire de François Mitterrand, le 10 mai 1981, le départ des ministres communistes en juillet 1984, jusqu'au dimanche noir du 21 avril 2002 et la présence du Front national au deuxième tour des présidentielles, à son niveau record.

Nous devons décortiquer la plus finement possible les méandres de l'idéologie dominante et les pièges qu'elle tend sans cesse aux idées de progrès ; analyser l'obstination avec laquelle elle cherche à entraîner les consciences les plus fermes vers la « collaboration de classe » en disjonctant ce qui s'agite dans les esprits de ce qui se fait en pratique. Combien de courants de

pensée, combien de groupements d'intérêts se sont retrouvés ainsi, à leur corps défendant, objectivement au service des classes dirigeantes et du grand capital ? Comment la grande bourgeoisie a su récupérer et détourner des aspirations à l'autonomie individuelle vers l'individualisme, le repli sur soi et l'égoïsme.

Ce divorce entre le discours et les actes, signe du plus patent déphasage idéologique, est particulièrement flagrant au PCF dans la façon dont l' « appareil » traite les militants et appréhende le peuple. Il faudra bien, un jour, se demander pourquoi le parti a perdu des dizaines voire des centaines de milliers d'adhérents, notamment des milieux populaires, dans une période où pourtant le besoin des solidarités concrètes n'a jamais été aussi aigu, alors que les organisations de base du parti exerçaient si bien cette fonction première de souder les individus entre eux comme élément du lien social, de la solidarité et de la fraternité.

Cette tendance, qui confine au mépris, à « banaliser » les militants, les adhérents, les milieux populaires, à ignorer leurs aspirations, leurs préoccupations, leurs craintes et pire encore à utiliser leur créativité comme produit marketing pour une politique du paraître, porte bien la signature de l'idéologie dominante. Quel cadeau et quel régal pour la bourgeoisie de voir les directions du PCF qui se sont succédées depuis dans les années 1980 s'empêtrer dans des logiques institutionnelles et s'essouffler pour inciter les cadres du parti d'être systématiquement élus, tout en négligeant la seule force qui compte : le peuple, le peuple travailleur et producteur des richesses, au détriment de la vie, de l'organisation et des adhérents.

Pas plus que le Parti socialiste nous n'avons entendu le message du non au référendum, que nous avons pourtant porté, préférant surfer sur la loi du marché au nom de la « mutation communiste ». Nous avons fermé les yeux sur l'insécurité grandissante dont sont victimes nos concitoyens, pour ne pas nous salir les mains avec un sujet cher au Front national. Nous avons renoncé à parler de la lutte des classes parce que c'est devenu un gros mot qui ne correspond pas à l'ambiance politico-politicienne du moment. Et pour ne pas choquer le joli petit monde des élites bourgeoises, nous avons décidé qu'il convenait de ranger la lutte de classe dans les musées de l'histoire et de classer dans les archives les travaux des théoriciens, chercheurs et autres marxistes.

Dépassée, oubliée la question de la nation, de l'identité de la France ! Nous préférons nous faire des frayeurs avec la mondialisation que nous diabolisons, fatalisons, même, à tour de bras sans faire l'effort d'analyser les contradictions phénoménales qu'engendre la mondialisation capitaliste et, pire encore, en omettant de nouer des liens avec des forces communistes et progressistes dans le monde qui mettent en cause la domination impérialiste stade suprême du capitalisme.

La mondialisation creuse des inégalités sans précédent dans toute l'histoire de l'humanité. Devons-nous baisser les bras devant l'agressivité du capitalisme occidental ou, au contraire relever le défi de sa perte de vitesse et de crédibilité ? N'est-ce pas une invitation à aller à la conquête des pouvoirs économiques et financiers au niveau national, au niveau européen, au niveau mondial ? La célèbre devise « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » n'est-elle pas toujours d'une actualité brûlante, si l'on veut bien faire l'effort minimum de donner au mot prolétaire un sens conforme aux réalités du XXIème siècle ? La contradiction capital/travail n'a rien perdu de sa pertinence. La question de la production des richesses demeure la base des économies humaines, chose que la financiarisation pervertit, sans aucun doute, mais n'invalide pas. Est-il si difficile pour les communistes français de dire qu'un pays

ne peut pas prétendre vivre bien longtemps sans participer à la production des richesses mondiales ? Et dès lors revendiquer une grande politique industrielle créatrice d'emplois productifs. N'y a-t-il pas là des dizaines de milliers de points de rencontre possibles entre les communistes et les progressistes ainsi que les salariés, de l'ouvrier et l'employé à l'ingénieur, cadre et technicien ?

Le Parti communiste français a peu à peu perdu son indépendance qui faisait de lui un parti de classe, le parti de la classe ouvrière, un parti qui privilégiait son ancrage populaire avant d'être un parti institutionnel. Il a pris les mauvais plis des forces politiques traditionnelles de la grande bourgeoisie. Du coup, la dénomination communiste est apparue incongrue, voire gênante en haut lieu. La référence au PCF est devenue anecdotique.

La direction actuelle est pleinement partie prenante de ces évolutions engagées depuis le congrès de janvier 1994. On l'a vu avec la création du Parti de la gauche européenne. On l'a vu en 2004, avec la liste aux élections régionales de l'Ile de France où mettre le mot communiste dans l'intitulé aurait fait soit disant désordre. On l'a vu cette année où des centaines de candidats aux élections législatives n'étaient pas présentés par le Parti communiste français mais, pour certains, seulement soutenus par le PCF, tandis que d'autres apparaissaient purement et simplement sans étiquette voire ne se sont pas présentés pour soutenir le Parti socialiste dès le premier tour.

On l'a vu au cours de la campagne des présidentielles où les références au PCF et au communisme étaient délivrées au compte goutte, à l'exception des trois dernières semaines, ce qui prouve de façon très claire que ce n'est pas pour des raisons électorales et la crainte de l'anticommunisme qu'a été fait le choix de gommer l'identité communiste, bien au contraire, mais pour de raisons idéologiques.

Depuis des années, un véritable travail de sappe est engagé à l'intérieur et à l'extérieur du parti pour gommer la référence au corpus théorique, pratique, historique du communisme. Une recomposition politique rampante est à l'œuvre bien qu'elle ne soit pas assumée de façon officielle. Le leitmotiv de cette recomposition est toujours le même : l'ouverture, le rassemblement. Ainsi en est-il du mouvement Gauche avenir qu'appellent de leurs vœux quelques dirigeants communistes pour regrouper en dehors des partis les cendres du PCF et les reliquats du PS, en proposant purement et simplement de s'effacer.

L'ouverture, le rassemblement ? 100 % d'accord. Mais quelle ouverture qui ferme la porte au communisme ? Quel rassemblement qui exclut les héritiers du mouvement révolutionnaire en France ?

1848 a rassemblé les insurgés qui réclamaient une République sociale.

1870 a rassemblé les Parisiens qui ont inventé la Commune et le mandat impératif.

1917 a rassemblé le peuple russe pour une révolution de portée universelle.

1920 a rassemblé les socialistes au sein du PCF pour rompre avec le capitalisme.

1936 a rassemblé les travailleurs autour de la gauche pour des avancées sociales sans précédents.

1945 a rassemblé le peuple de France autour du CNR pour reconstruire le pays.

1968 a rassemblé des millions de Français pour une vie plus libre, plus juste.

Il est important d'examiner notre rapport historique avec le peuple de France, ce rapport entre le peuple et le PCF, ce rapport du PCF et la tradition marxiste, marqué par des initiatives de portée révolutionnaire. Autant le PCF a été partie prenante, acteur décisif, de tous les rassemblements de 1920 à 1945, autant il a pris du retard sur les événements considérables de 1956, autant il a raté les rendez-vous de 1968 et ceux qui ont suivi.

Prisonniers en 1968 de la démarche programmatique de sommet, nous n'avons pas su retrouver le souffle communiste qui nous avait si bien réussi auparavant, jusqu'à nous attirer la large sympathie des milieux intellectuels les plus élevés. Nous nous sommes coupés des millions d'étudiants et de salariés en mouvement au nom du dogme infallible que tout se réglerait à la tête de l'Etat. Nous n'avons pas su mettre notre intelligence communiste au service des idées neuves – libertés individuelles, autonomie de l'individu, respect de la personne humaine – qui jaillissaient dans les esprits, singulièrement des jeunes. Et par conséquent nous n'avons pas su résister au formidable travail de récupération idéologique effectué ensuite par les dirigeants de la bourgeoisie, du grand patronat pour l'intégration et l'individualisation dans l'entreprise, la précarisation du travail. La social démocratie s'est engouffrée dans cette brèche, à l'exemple de la deuxième gauche propulsée par Edmond Maire et Jacques Delors, en 1977.

Après la signature du programme commun, en 1972, nous avons réduit notre conception de l'union de la gauche à ses facettes juridique, électoraliste, et programmatique découlant d'accords de sommet. Petit à petit, nous avons privilégié les accords d'appareil.

Nous n'avons pas évolué vraiment depuis 1968. Il est saisissant de voir que plus nous déclarions changer, inventer le « socialisme aux couleurs de la France », abandonner la dictature du prolétariat, le centralisme démocratique, opérer une mutation vers un « nouveau parti communiste », moins nous changions, en réalité, arqueboutés sur la certitude d'une révolution par le sommet qui s'est réduit comme une peau de chagrin.

Cela s'est vu encore dernièrement lors du mouvement national contre le CPE. Pendant que les militants étaient au coude à coude avec les jeunes, les dirigeants allaient frapper à la porte du Parti socialiste. En juillet 1997, nous inventions la gauche plurielle avec le PS sans même nous demander ce qu'il pouvait bien y avoir dans la tête d'un peuple qui avait élu Jacques Chirac à la présidence de la République à peine deux ans plus tôt. En 1998 puis en 2004 : de nouveau des négociations de sommet pour les élections régionales. Et re-belote à l'automne 2006 avec les collectifs antilibéraux, cette fois en essayant de faire croire que le mouvement venait d'en bas. Le résultat est pitoyable : autant sur le terrain les militants de tous bords peuvent faire des choses merveilleuses et efficaces ensemble, autant la gauche de la gauche de sommet a ressemblé à une nébuleuse.

Il faut regarder la réalité sans fard, faire une analyse critique serrée de notre pratique politique depuis trente ans, faire la remise en ligne de façon déterminée du corpus communiste. Toute tentative de recomposition politique, quelle qu'en soit l'éventuelle générosité, ne peut qu'aboutir à une impasse et à l'abandon du combat révolutionnaire.

La crainte est grande, en effet, que nous reproduisions la pratique politique d'un système politique désuet, au bout du rouleau et que nous participions de la fracture politique avec notre peuple, avec la jeunesse populaire, une fracture politique inscrite dans la béance entre les militants et les dirigeants, la béance entre le parti et les classes populaires, alors même que

des dizaines de milliers de contacts chaleureux ont été noués durant les campagnes électorales entre les communistes et leurs camarades de travail ou leurs voisins de quartier.

Nous nous trouvons aujourd'hui à une heure de vérité. Nous avons un problème presque existentiel du point de vue de la représentation de la politique nationale, du point de vue de l'existence du PCF en tant que parti politique même.

Autant il est nécessaire de faire vivre et de revigorer le clivage gauche/droite, autant il est indispensable de valoriser le pluralisme à gauche dans ce qu'il a de fondamental : avec un PCF directement engagé dans le combat contre le capitalisme, en prise directe avec le monde du travail, les milieux populaires, les classes moyennes. Nous devons concevoir l'union comme union populaire dans le cadre d'une politique de lutte de classes sinon il faut se résigner à admettre que le PCF a fait son temps. Or il y a suffisamment de force, de volonté, d'énergie et de lucidité dans le monde du travail, chez les militants ouvriers, dans les classes populaires, y compris dans le monde culturel et intellectuel, chez les militants associatifs pour faire mentir les prophètes du déclin historique du PCF.

Ce qui doit changer au PCF devient de plus en plus évident et crucial. Il faut créer des formes nouvelles, inédites, qui sauvegardent l'indépendance de classe du PCF, son autonomie et sa liberté réelle d'autonomie dans la réflexion, la discussion et l'action. Le Parti communiste français est condamné à être un parti différent des autres, d'avoir d'autres règles que les autres, de se sentir libre vis à vis des institutions de la 5^{ème} République, de se démarquer d'une bipolarisation mortifère qui tue la vie démocratique, élimine les partis politiques. La question de la vie même du PCF est une question de classe et la grande bourgeoisie ne ménage pas ses efforts pour tenter de le réduire à un appendice de la vie locale voire de le faire disparaître complètement. C'est un fait que le Parti socialiste et notamment François Mitterrand s'est inscrit complètement dans cette ambition des classes dirigeantes. Il aura manqué quelques millions de voix communistes à Ségolène Royal pour l'emporter. Le PCF doit absolument marquer la vie politique française de son identité et gagner des millions de voix. Ainsi pourrait-il sortir de l'inféodation en coupant le cordon ombilical avec le Parti socialiste pour voler de ses propres ailes.

Il y a des énergies, un potentiel, une réelle place, un immense espace pour le PCF, pour les idées communistes, pour le communisme lui-même, et nous parlons bien évidemment de la survie du PCF. Nous sommes confrontés à l'obligation d'inventer avec les classes populaires de nouvelles formes de liberté, une nouvelle ligne d'union en revenant aux sources, aux fondements du marxisme, en leur donnant leur dimension de modernité dans les combats d'aujourd'hui en nous séparant du conformisme dans lequel nous avait fermé, voire dévoyé le communisme soviétique. Le capitalisme produit de l'anti-capitalisme, les aspirations au socialisme et au communisme sont aujourd'hui plus que jamais renaissantes. Etre en phase avec le mouvement social, avec le monde du travail, être en prise avec les transformations sociales pour les affronter, pour s'en pénétrer, pour s'en nourrir, c'est le carburant vital pour que le Parti communiste puisse renaître.

Pour ce faire, nous avons besoin d'une analyse concrète de la situation de classe, en France et au-delà de la France bien évidemment, au niveau des différentes régions du monde, mais en France aujourd'hui, parce que nous avons besoin de comprendre pour la contrer, la lutte de classe que mène la droite de la droite, avec l'élection de Nicolas Sarkozy et de l'UMP, la lutte de classe que mène la grande bourgeoisie à travers l'hégémonie du capital financier, la lutte

de classe en essayant de comprendre et d'appréhender les objectifs de cette droite de droite, ses détours, et bien évidemment ses manœuvres.

Nous devons, en particulier, appréhender la façon dont le PS glisse, petit à petit mais de manière massive, vers son penchant naturel à s'embourber au centre en cherchant à s'allier vers l'UDF. Ségolène Royal propose une opposition constructive à l'UMP et à Sarkozy tandis que Dominique Strauss Khan va encore plus loin en proposant une cohabitation à l'allemande.

A l'inverse de ces démarches politiciennes, nous devons redéfinir une politique d'alliance qui s'adresse à toutes les forces du travail, de la classe ouvrière aux ingénieurs, cadres et techniciens, aux classes populaires, aux couches moyennes, au monde intellectuel, ce qui ne veut pas dire renoncer aux accords de sommet entre partis politiques, le moment venu. Nous devons en toute hypothèse, contribuer, privilégier les développements de la lutte à la base du parti et du rapport avec le peuple.

Cette ligne d'union populaire peut se concevoir dans le cadre du prochain congrès, à condition de mettre les cartes sur la table, de voir clair dans les contradictions du dernier congrès et de mettre fin à cette politique d'effacement du PCF, de mettre fin à cette stratégie suicidaire qui veut affirmer envers et contre tout que le PCF serait un élément dépassé et secondaire.

Oui le parti peut se reconstruire. Oui le Parti communiste peut sortir de toutes les équivoques en rachetant ses erreurs, ses échecs et ses abandons de classe, en mettant au cœur du projet politique la rupture avec le capitalisme, en fondant un humanisme révolutionnaire, le communisme du 21^{ème} siècle, en aidant à un rassemblement majoritaire des classes populaires et du peuple de France pour construire une société nouvelle.

Il faudra bien que la question des dirigeants, de leur légitimité politique, publique et populaire, la question du ou de la secrétaire national, de l'équipe qui dirige et décide soit examinée, décidée, partagée, par l'ensemble des adhérents du PCF. La désignation du premier dirigeant doit résulter de propositions débattues suite à la consultation de tous les communistes de France sur la base d'un projet de renouveau, de reconstruction du PCF. Nous avons besoin d'un PCF révolutionnaire, pas d'un parti qui s'occupe du parti en soi, mais qui soit capable de porter une gauche authentique, une gauche du courage, une gauche révolutionnaire.

Redonnons des raisons d'espérer à notre peuple. Portons ses souffrances, la souffrance des hommes, des humbles. Nous sommes dans une situation critique, face à une droite de droite prête à remettre en cause l'essentiel des avancées historiques, progressistes de ce pays, 1968, la Libération, la Résistance, 1936, la Commune de Paris. Le PCF peut participer à un réveil, à un appel, à la reconquête de millions d'hommes et de femmes qui ont le cœur à gauche. Le PCF a une vocation à devenir un parti majoritaire, même si cela peut paraître utopiste aujourd'hui. Devenir ce parti majoritaire et populaire constitue une longue marche. Le combat ne fait que commencer.

Vénissieux, le 19 juin 2007.